



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2669>

Face à l'école de Blanquer - grève le 12 novembre ! Le tract de l'école émancipée

- Éducation -



L'École Émancipée

2650 postes vont être supprimés dans le second degré, 400 postes dans les administrations. Dans le premier degré, les 1800 créations ne compenseront pas les 4000 postes nécessaires pour le dédoublement des CE1 en REP, ce qui dégradera les conditions de travail des élèves et des enseignants dans les autres niveaux. Le plan de suppression des contrats aidés se poursuit, remplacés par des services civiques.

A cela s'ajoute l'entêtement d'un Jean-Michel Blanquer à bégayer les politiques menées depuis près de 20 ans qui ont conduit à l'augmentation des inégalités scolaires, du poids des déterminismes sociaux dans ces inégalités et à la dégradation des conditions de travail des enseignant-es. Imposition des évaluations nationales standardisées en CP, CE1, 6ème et 2nde, individualisation des parcours et des apprentissages, resserrement sur les fondamentaux, externalisation et médicalisation du traitement de la difficulté scolaire, renforcement des dispositifs de territorialisation du système éducatif, logique d'autonomie de gestion et de pilotage par l'évaluation des établissements, réduction du pouvoir d'agir des enseignants.

Tels sont les fondamentaux d'un gouvernement qui s'affranchit du respect du bien commun pour promouvoir une école du tri social dont la mise en place d'une sélection à l'entrée à l'université constitue le point d'orgue.

La nouvelle loi pour l'école de Jean-Michel Blanquer ne déroge pas à cela. Tout comme le projet de réforme du cadre de la fonction publique, CAP 22. Les différentes mesures qui les composent s'ajoutent à l'arsenal déjà mis en place pour assujettir les métiers de l'éducation, les précariser, rompre les solidarités, et ainsi les pousser à être les acteurs du renoncement à la réussite de tous les élèves.

Rémunérations au Â« mérite Â». Recours aux contractuels. Annualisation du travail. Renforcement de l'autonomie qui sera avant tout celle des chefs d'établissement. Saquage d'une formation des enseignants déjà exsangue. Mise en place d'un Conseil d'Evaluation de l'Ecole, nommé majoritairement par le ministre, qui aura pour mission le contrôle des évaluations des élèves et des établissements et qui remplace le CNESCO, organisme indépendant qui avait la charge d'évaluer les politiques éducatives. Extension du financement des écoles privées... Le tout dans un contexte d'austérité budgétaire injustifiable au vu des cadeaux fiscaux faits aux plus riches.

Plus que jamais, il faut défaire Blanquer. En faisant du 12 novembre une grande journée de grève et de manifestations. En préparant les mobilisations à venir. En résistant chaque jour à l'école du tri social qu'il entend nous imposer. En faisant vivre tous et toutes ensemble, enseignant-es, parents d'élèves, élèves et étudiant-es, chercheur-es, mouvements pédagogiques, un service public d'éducation émancipateur et démocratique, respectant ses agent-es et permettant la réussite de tous les élèves, en particulier celles et ceux issu-es des classes populaires.

Le tract :



Tract d'appel au 12 novembre